



**PRÉFET  
DES ÎLES WALLIS  
ET FUTUNA**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**MARCHE DE FOURNITURES**

**ACHETEUR PUBLIC** : TERRITOIRE, ADMINISTRATION  
SUPÉRIEURE DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
ET PARTICULIÈRES  
C.C.A.P**

**NUMERO DE CONSULTATION** : 2025-T-AO-19-SPT

**OBJET DE LA CONSULTATION** : FOURNITURE, DEPLOIEMENT ET INTEGRATION  
D'UN DISPOSITIF D'ALERTE A LA POPULATION AVEC LES VERSIONS LOGICIELLES ET  
LICENCES ASSOCIEES AUX EQUIPEMENTS CŒUR EXISTANTS NECESSAIRES.

**PROCEDURE DE PASSATION** : APPEL D'OFFRES en vertu des  
dispositions du décret n°57-818 du 22 juillet 1957 fixant les règles  
applicables aux marchés passés au nom des groupes de territoires,  
territoires et provinces d'outremer.

CCAP - TIC

## Sommaire

<b>ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4. MESURES D’ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6. DURÉE ET DELAIS DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
6.1 – Durée du marché.....	5
6.2 – Délai d’exécution.....	5
6-3 – Prolongation du délai d’exécution .....	5
6.4 – Lieu(x) d’exécution .....	5
<b>ARTICLE 7. REGIME FINANCIER .....</b>	<b>5</b>
7.1. Répartition des paiements.....	5
7.2. Contenu des prix .....	6
7.3. Variation des prix.....	6
7.4. Règlement des comptes.....	6
7.4.1 – Présentation de la demande de paiement.....	6
7.4.2 - Modalités de facturation.....	6
7.4.3 – Transmission des factures.....	7
7.5 – Intérêts moratoires .....	7
<b>ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – ASSURANCE.....</b>	<b>7</b>
8.1 – Retenue de garantie.....	7
8.2 - Avance .....	7
8.2.1 – Garantie financière de l’avance .....	7
8.2.2 – Bénéficiaires de l’avance .....	7
8.2.3 – Modalités de règlement et de remboursement de l’avance .....	8
8.3 – Assurance .....	8
<b>ARTICLE 9. CONDITIONS PARTICULIÈRES D’EXÉCUTION ET OBLIGATIONS DES PARTIES .....</b>	<b>9</b>
9.1. Responsables du suivi de l’exécution du marché.....	9
9.2. Obligations communes aux parties.....	9
9.3. Obligations du pouvoir adjudicateur .....	9
9.4. Obligations du titulaire .....	9
9.4.1. Obligations générales .....	9
9.4.2. Obligations de conseil et d’information.....	10
<b>ARTICLE 10. MODALITÉS D’INTERVENTION DU PERSONNEL DU TITULAIRE .....</b>	<b>10</b>

10.1. Modification de la composition du personnel d'intervention.....	10
10.2. Accès au site du pouvoir adjudicateur.....	10
10.3. Liste nominative du personnel.....	11
<b>ARTICLE 11. MODALITES DE MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC EN COURS D'EXECUTION .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>12</b>
12.1. Garantie d'éviction et de propriété intellectuelle.....	12
12.2. Transfert de propriété .....	13
<b>ARTICLE 13. SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14. VERIFICATION ET RECEPTION.....</b>	<b>14</b>
14.1. Mise en production .....	14
14.2. Opérations de vérification.....	14
14.3. Décisions après vérification .....	15
<b>ARTICLE 15. PENALITES.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 16. GARANTIE.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 17. CESSIION OU NANTISSEMENT .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 18. DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION .....</b>	<b>16</b>
18.1. Différends.....	16
18.2. Résiliation.....	16
18.2.1. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	16
18.2.2. Pour les autres cas.....	16

## **ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR**

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, assurant la fonction de pouvoir adjudicateur.

Le service en charge de l'opération est le service territorial des postes et télécommunications des îles Wallis et Futuna.

## **ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la fourniture, le déploiement et l'intégration d'un dispositif d'alerte à la population avec les versions logicielles et licences associées aux équipements cœur et radio existants nécessaires.

Le titulaire s'engage à fournir l'ensemble des prestations objet du présent marché figurant en annexe à l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 3. PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ**

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres en vertu des dispositions du décret n°57-818 du 22 juillet 1957 fixant les règles applicables aux marchés passés au nom des groupes de territoires, territoires et provinces d'outremer.

## **ARTICLE 4. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même, ses co-traitants et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur du respect des obligations prévues par le code du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect des obligations susvisées par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, L.5221-3 et L.5221-11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.1 du CCAG-TIC.

## **ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les documents régissant le marché sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (C.C.T.P) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- le mémoire technique du candidat,
- les actes spéciaux de sous-traitance.

En cas de contradiction ou de différence entre des documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du marché.

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

## **ARTICLE 6. DURÉE ET DELAIS DU MARCHÉ**

### **6.1 – Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée de trois ans à compter de sa notification au titulaire.

### **6.2 – Délai d'exécution**

Le titulaire s'engage à livrer et exécuter les prestations dans les délais prévus à l'article 3 de l'acte d'engagement, et à aviser le SPT de la mise à disposition des équipements en vue des opérations de réception.

### **6-3 – Prolongation du délai d'exécution**

Le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, par courriel avec accusé de réception, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

### **6.4 – Lieu(x) d'exécution**

Service des Postes et Télécommunications des îles Wallis et Futuna

## **ARTICLE 7. REGIME FINANCIER**

### **7.1. Répartition des paiements**

CCAP - TIC

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire ou à ses sous-traitants, ou, au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### 7.2. Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du prix forfaitaire indiqué sur l'acte d'engagement. Les prix du présent marché comprennent l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations et notamment les frais de transport, de douanes, d'hébergement, de restauration, la livraison des mises à jour et des nouvelles versions du logiciel.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Les éléments supplémentaires du logiciel ne peuvent s'acquérir que par voie d'avenant.

#### 7.3. Variation des prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-TIC, les prix du présent marché sont réputés fermes et non révisables pendant la durée du marché.

#### 7.4. Règlement des comptes

##### 7.4.1 – Présentation de la demande de paiement

Les prestations objet du marché sont réglées par acomptes sur la base des décomptes établis par le titulaire et certifiés par le SPT. Le règlement portera sur les prestations exécutées et après signature du procès-verbal de réception partielle ou provisoire des équipements installés et intégrés.

Le titulaire remet sa demande de paiement au SPT conformément à l'article 11.2 du CCAG-TIC.

##### 7.4.2 - Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date d'exécution des prestations,
- la quantité et la dénomination précise de prestations réalisées,
- le prix unitaire des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire.

#### 7.4.3 – Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

#### 7.5 – Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions du décret n°57-818 du 22 juillet 1957 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

### **ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – ASSURANCE**

#### 8.1 – Retenue de garantie

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie.

#### 8.2 - Avance

Le taux de l'avance est de 15% est versée au titulaire, dans les conditions définies ci-dessous.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la constitution par le titulaire, d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande.

##### 8.2.1 – Garantie financière de l'avance

Conformément à l'article 6 du décret 57-818 du 22 juillet 1957, le versement de **l'avance est conditionné à la production d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance.**

##### 8.2.2 – Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement

direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont soit effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire, soit répartis sur chacun des membres du groupement, sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par l'ensemble des cotraitants.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis aux mêmes obligations que le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de marché, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

#### 8.2.3 – Modalités de règlement et de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acompte, de règlement partiel ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché.

#### 8.3 – Assurance

Tout titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cependant, le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les Iles de Wallis et de Futuna, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous moyens (preuve de banque...), sa solvabilité en cas de sinistre.



## **ARTICLE 9. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION ET OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **9.1. Responsables du suivi de l'exécution du marché**

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution du présent marché, le titulaire et le SPT désignent les responsables du suivi de l'exécution du marché (RSEM), habilités à les représenter et investis d'un pouvoir de décision à l'égard des demandes et solutions émises par l'une ou l'autre des parties.

Le SPT désigne au plus tard deux RSEM dans les 15 jours de la notification du présent marché.

Toute modification des RSEM de l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna est au préalable notifiée au titulaire.

### **9.2. Obligations communes aux parties**

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations.

### **9.3. Obligations du pouvoir adjudicateur**

Pour permettre au titulaire de mener à bien l'exécution des prestations, objet du marché, le SPT veille à :

- mettre le titulaire en rapport avec les interlocuteurs appropriés pour tout problème étudié afin de répondre de façon pertinente aux demandes de celui-ci ;
- mettre à disposition les matériels, bureaux, moyens de communication et plus généralement l'ensemble des fournitures nécessaire à la réalisation de la prestation ;
- s'assurer de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent ;
- dans l'hypothèse où le titulaire serait amené à intervenir sur site, à autoriser le personnel du titulaire qui restera sous le contrôle et sous la responsabilité de celui-ci, à accéder sur ledit site à la date et l'heure définies d'un commun accord ;
- assurer toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

Toutefois, le SPT se réserve le droit de demander la justification des éléments exigés par le titulaire, voire de ne pas y apporter de réponse, par décision dûment motivée, notamment, au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité ou si l'établissement public estime qu'ils ne sont pas en rapport avec l'objet du marché, ou ne sont pas nécessaires à sa bonne exécution.

### **9.4. Obligations du titulaire**

#### **9.4.1. Obligations générales**

Pendant toute la durée d'exécution du marché et en sa qualité de professionnel de l'informatique et de maître d'œuvre de ses prestations, le titulaire s'oblige :

- à faire le nécessaire pour que l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna bénéficie, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché, à retarder ou à compromettre le

fonctionnement du système, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces du marché ;

- à respecter les dispositions qualité conformes à l'état de l'art.

#### 9.4.2. Obligations de conseil et d'information

Le titulaire a une obligation générale de conseil et notamment d'information à l'égard de l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales. Les recommandations orales sont confirmées par un écrit transmis à l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- faire bénéficier à l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience ;
- fournir tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent marché ;
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

### **ARTICLE 10. MODALITÉS D'INTERVENTION DU PERSONNEL DU TITULAIRE**

#### 10.1. Modification de la composition du personnel d'intervention

La bonne exécution des prestations du présent marché dépend essentiellement des profils mis en place par le titulaire. Ce dernier reconnaît l'importance pour l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna des profils clés mis en place et décrits dans sa proposition technique et s'efforce d'en assurer la stabilité.

Dans le cas où la composition du personnel d'intervention (notamment parmi les profils clés) évolue à l'initiative du titulaire, celui-ci transmet à l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna, quinze (15) jours minimum avant le départ effectif de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe en :

- précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque nouvel intervenant et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe ;
- joignant les curriculum vitae détaillés de chacun des intervenants concernés.

L'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna peut récuser l'un ou plusieurs des intervenants ainsi proposés pour motifs justifiés. Dans ce cas, le titulaire dispose de trois (3) jours maximum pour proposer un ou plusieurs autres intervenants. Les intervenants ainsi proposés sont considérés comme acceptés si l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna ne les récuse pas dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la réception de la communication.

#### 10.2. Accès au site du pouvoir adjudicateur

L'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna fournit au titulaire les informations relatives aux conditions d'hygiène et de sécurité.

Les membres du personnel du titulaire restent sous l'autorité technique et hiérarchique du titulaire et sous sa responsabilité. Néanmoins, les collaborateurs du titulaire doivent

se conformer au règlement intérieur et aux consignes d'hygiène et de sécurité en vigueur sur les sites de l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna, dès lors qu'ils interviennent sur ces sites. À cet effet, le titulaire s'oblige à porter à la connaissance desdits collaborateurs toutes les informations relatives aux dispositions sus-énoncées.

### 10.3. Liste nominative du personnel

Conformément à l'article D. 8254-2 du Code du travail, le titulaire s'engage à remettre à l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

## **ARTICLE 11. MODALITES DE MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC EN COURS D'EXECUTION**

Ces modifications pourront prendre la forme de clauses de réexamen.

### **1. Clause de réexamen**

Les modifications du marché, quel que soit leur montant, sont dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence dès lors que celles-ci ont été prévues dans les documents du contrat initial sous la forme de clauses de réexamen.

Les clauses de réexamen pourront porter sur :

- Les variations du prix du marché.
- Les options, les tranches optionnelles et les reconductions.
- Les prestations complémentaires : il s'agira de marchés complémentaires de fournitures et de marchés de travaux ou de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.
- La durée et les délais d'exécution des marchés ou accords-cadres.
- Les décisions de poursuivre.

### **2. Modifications justifiées par des prestations supplémentaires**

Le pouvoir adjudicateur peut inclure dans un marché existant des travaux, services ou fournitures supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation du marché supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant :

- serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et ;
- présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

Dans le cadre d'un marché de fournitures, le pouvoir adjudicateur pourra recourir, dans l'hypothèse où les livraisons complémentaires envisagées impliqueraient une augmentation du marché supérieure à 50% du montant initial, à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence prévue.

### **3. Modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues**

Le pouvoir adjudicateur peut modifier son contrat lorsqu'il est confronté à des circonstances imprévues ou imprévisibles. Ce sont des circonstances extérieures qu'un pouvoir adjudicateur, bien qu'ayant fait preuve d'une diligence raisonnable lors de la préparation du marché initial, n'aurait pu prévoir, compte tenu des moyens à sa disposition, de la nature et des caractéristiques du projet particulier, des bonnes pratiques du secteur et de la nécessité de mettre en adéquation les ressources consacrées à la préparation de l'attribution du marché et la valeur prévisible de celui-ci.

La modification sera limitée à 50 % du montant du marché initial et n'altérera pas la nature globale du contrat.

#### **4. Changement de cocontractant**

La substitution du titulaire d'un marché par un autre opérateur économique constitue en principe une modification substantielle du contrat et ce transfert doit, par conséquent, faire l'objet d'une nouvelle mise en concurrence.

La cession d'un contrat au profit d'un nouveau titulaire est néanmoins admise dans les deux cas suivants :

- lorsqu'elle intervient en application d'une clause de réexamen ou d'une option univoque du contrat initial ;
- lorsqu'elle intervient à la suite d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitativement établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché et ne vise pas à se soustraire à l'application de la présente directive.

#### **5. Le montant des modifications envisagées est inférieur à certains seuils**

La modification envisagée ne doit pas excéder 10% du montant s'il s'agit d'un marché de fournitures ou de services ou d'un contrat de concession et 15% s'agissant des marchés publics de travaux. En outre, les modifications envisagées ne doivent pas dépasser les seuils de passation des procédures formalisées.

Si ces deux conditions sont satisfaites, les parties peuvent conclure librement un avenant qui pourra ainsi porter sur tous leurs engagements : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

#### **11.1 – PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le pouvoir adjudicateur peut confier au titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires.

### **ARTICLE 12. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

#### **12.1. Garantie d'éviction et de propriété intellectuelle et industrielle**

Le titulaire garantit à l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna et ses usagers contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle ou

industrielle ou à la marque des prestations du marché dans les conditions de l'article 46.4.2 du CCAG-TIC.

## 12.2. Transfert de propriété

Le titulaire déclare être titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur le logiciel et est régulièrement titulaire des droits d'utilisation et/ou d'exploitation portant sur les logiciels tiers nécessaires à son fonctionnement.

Le titulaire concède à l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna, qui l'accepte, un droit d'usage exclusif. Cette concession de droit d'usage s'exerce dans les conditions de l'article 45 du CCAG-TIC. Les résultats sont soumis au régime prévu à l'article 46 du CCAG-TIC.

Il est précisé que, en cas de nouvelle version et mise à jour livrées dans le cadre du présent marché, le droit d'utilisation portant sur la version précédente prend fin de plein droit et le droit d'utilisation portera sur la nouvelle version ou la mise à jour livrée.

## ARTICLE 13. SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le titulaire pourra céder une partie de son marché à un sous-traitant, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à **600€** ou **71.599 FCFP**.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Dans tous les cas, le titulaire reste personnellement responsable et garant de la bonne exécution des prestations, tant envers la personne publique contractante qu'envers les ouvriers et les tiers.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Si l'entrepreneur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant :
  - son chiffre d'affaires global et son chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
  - ses moyens en personnel ;
  - ses moyens matériels (équipement technique, moyens informatiques et méthodologiques, dont le sous-traitant dispose pour la réalisation de prestations de même nature) ;
  - ses principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature des opérations, montants, part réellement exécutée par l'entreprise concernée, dates de réalisation des opérations et pouvoirs adjudicateurs), et/ou qualifications professionnelles

- Le relevé d'identité bancaire (RIB) du sous-traitant à payer directement,
- Une attestation de régularité fiscale,
- Une attestation de régularité sociale,
- Un extrait de K-BIS ou équivalent,
- Une attestation du Tribunal disposant que l'entreprise n'est ni en faillite, ni en liquidation judiciaire.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, la durée de la sous-traitance, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une délégation de paiement.

En référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire transmet à l'acheteur un document déclaratif indiquant :

- o Les dates de notification de chacun de ses actes de sous-traitance (formulaire DC4) signés par l'acheteur depuis le début du marché,
- o Les dates de début et de fin de chaque prestation sous-traitée,
- o La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- o Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du siège social du sous-traitant.

Le document demandé devra être transmis à l'acheteur dans un délai de 15 jours suivants sa demande.

En cas de retard dans la communication du document synthétique déclaratif exigé ci-dessus, ou de communication incomplète de celui-ci, il est appliqué une pénalité égale à **15 000 FCFP** par jour de retard pour la communication complète du document.

## **ARTICLE 14. VERIFICATION ET RECEPTION**

### **14.1. Mise en production**

Le titulaire notifie à l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna, la mise en production du logiciel.

Le titulaire communique à l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna, en même temps que cette notification, un compte rendu rappelant les prestations réalisées, les éléments fournis et les résultats des tests sur une fiche de tests.

### **14.2. Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées, à l'issue de l'exécution des prestations, par l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna dans les conditions exposées aux articles 30 à 32 du CCAG-TIC.

#### 14.3. Décisions après vérification

À l'issue des opérations de vérification, l'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions de l'article 33 du CCAG-TIC.

### **ARTICLE 15. PENALITES**

L'inexécution des prestations dans les délais prescrits entraîne l'application de pénalités, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

Conformément à l'article 14-1 du CCAG-TIC, en cas de dépassement du délai contractuel visé à l'article 6-1 du présent document, les pénalités applicables sont calculées suivant la formule :

$P = \frac{V \times R}{1000}$
où :
P = montant de la pénalité HT ;
V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard (valeur des licences du logiciel et valeur des prestations d'installation du logiciel) ;
R = nombre de jours de retard.

Tout jour commencé est compté pour un jour.

### **ARTICLE 16. GARANTIE**

Conformément à l'article 36 du CCAG-TIC, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission des prestations.

Pendant ce délai de garantie, le titulaire s'engage à remédier à tout vice de fonctionnement provenant d'un défaut de conception, les matières ou la fabrication des fournitures.

Cet engagement ne s'applique qu'aux vices qui se seraient manifestés pendant la période de garantie, le titulaire avisé doit remédier aux vices en toute diligence en assurant la réparation ou le remplacement adéquat des fournitures défectueuses.

Le titulaire prendra en charge tous les frais imputables à l'envoi et à la livraison de(s) pièce(s) défectueuse(s) ou de remplacement pendant la durée de garantie.

Durant cette période de garantie, il sera fait, le cas échéant, application des pénalités, sans mise en demeure préalable, selon les modalités prévues à l'article 16-2 ci-dessus.

A la fin de la période de garantie, si aucun vice n'est apparu, la réception définitive sera prononcée.

### **ARTICLE 17. CESSION OU NANTISSEMENT**

En vue de l'application de la procédure de nantissement ou de cession sont désignés :

- Comptable public chargé du paiement : Monsieur le Directeur des finances publiques de Wallis et Futuna
- Personne habilitée à fournir les renseignements : Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur des Iles Wallis et Futuna.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

## **ARTICLE 18. DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION**

Tout litige, ou contestation, lors du déroulement du marché, sera tranché par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie  
BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX  
Tel. 00 687 25 06 30 - Courriel : [greffe.ta-noumea@juradm.fr](mailto:greffe.ta-noumea@juradm.fr)

### **18.1. Différends**

L'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réception du mémoire en réclamation pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

### **18.2. Résiliation**

#### **18.2.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

L'Administration Supérieure des îles Wallis et Futuna peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre (et le cas échéant, ses marchés subséquents) avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une décision de résiliation avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

L'article 51 du CCAG-TIC est applicable.

#### **18.2.2. Pour les autres cas**

Les clauses du CCAG-TIC sont applicables.

**Signature du candidat**